

ENTRETIEN

Marge de manœuvre importante

► Une interview de René Lefort

Forte croissance démographique, faibles taille et productivité des parcelles agricoles, cultures majoritairement pluviales, réseau de communication quasi inexistant sont les facteurs structurels avancés par René Lefort pour expliquer l'insécurité alimentaire chronique en Éthiopie. Malgré des moyens et des marges de productivité importants, les politiques agricoles mises en place n'ont pas permis de réduire les besoins en aide alimentaire de la population. Explications avancées par le chercheur : le contexte géopolitique et le caractère excessivement centralisé et autoritaire du pays.

René Lefort

est un journaliste et chercheur français, spécialiste de la Corne de l'Afrique. Il a notamment travaillé comme consultant sur l'Éthiopie auprès de l'Union européenne et de l'UsAid.

Défis-Sud : Où faut-il, selon vous, aller chercher les principales raisons aux crises alimentaires en Éthiopie ?

René Lefort : Les crises alimentaires en Éthiopie sont dues à une combinaison de plusieurs facteurs. Premièrement, la croissance démographique. Elle est de 2,6 % par an, ce qui est absolument énorme, en particulier pour un pays de plus de 90 millions d'habitants. La conséquence est simple : pour maintenir la disponibilité de nourriture par habitant, il faut augmenter la production agricole. Le deuxième problème est que 85 % de la population éthiopienne est d'origine rurale et cultive des parcelles de taille extrêmement réduite, en moyenne 0,8 ha. De plus, ces terrains sont le plus souvent peu fertiles, pentus, rocailleux et dispersés. Il y a au total 12 millions d'hectares mis en culture en Éthiopie et la plupart ont des rendements extrêmement faibles. Pour vous donner une idée, un bon rendement de blé en Éthiopie, c'est 16 quintaux à l'hectare ! Pour le sorgho, 20 quintaux pas plus... Le troisième problème est que la production agricole dépend entièrement des pluies. Il n'y a pratiquement pas de surface irriguée (on l'estime à 1 %). Les niveaux de production sont donc extrêmement faibles et qui plus est aléatoires. Il suffit que la pluie ne vienne pas, ou pas assez, ou qu'elle vienne trop tôt, ou trop tard, pour que la récolte soit anéantie ou notablement diminuée. Enfin, dernier

problème : les communications. Le réseau routier est extrêmement peu développé, même si des progrès ont été faits ces dernières années. Les échanges de biens alimentaires d'une région à une autre sont donc très difficiles.

DS : Des progrès ont-ils été réalisés ces dernières années ?

RL : Il y a deux manières de voir les choses : la version officielle et la réalité. La version officielle est que l'Éthiopie aurait connu un boom agricole absolument inouï ces 20 dernières années. Selon les statistiques, la production agricole tournait autour de 8-9 millions de tonnes de céréales par an à la fin des années 90. Elle serait depuis montée à 25 millions de tonnes, un triplement en une quinzaine d'années ! C'est un chiffre invraisemblable auquel personne ne croit. Seuls certains donateurs font semblant d'y croire pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la réalité. Ces chiffres sont donc complètement abusifs et démentis par un fait très simple : le pourcentage de la population éthiopienne ayant besoin d'une aide alimentaire récurrente est pratiquement stable, et ce depuis au moins la fin de l'empereur Haïlé Sélassié. On estime qu'en gros 15 % de la population ont besoin d'aide alimentaire, soit systématique, soit d'urgence. Et ce chiffre n'a quasiment pas varié depuis maintenant un demi-siècle. Donc la situation reste tendue et il y a peu de chances qu'elle s'améliore dans les années qui viennent, en termes de sécurité alimentaire en tout cas.

DS : Quelles politiques agricoles peut-on mettre en place pour augmenter la production ?

RL : La marge de manœuvre est très importante pour augmenter la production alimentaire, même sur ces terres très fragmentées et pauvres. C'est d'ailleurs un axe d'action du gouvernement. Le gouvernement éthiopien est l'un des rares en Afrique à consacrer une part

[Suite à la page suivante ►](#)

> importante de son budget au développement rural. Soit en aval, c'est-à-dire sur les routes, les écoles, etc. Soit en amont, directement sur la production agricole. L'Éthiopie a d'ailleurs l'un des plus importants programmes agricoles de toute l'Afrique, appelé « Agricultural Development Programme ». Le problème est que ce programme est imposé aux paysans, ce qui le rend très largement inefficace. Au lieu de partir des besoins des paysans et essayer d'y répondre, il impose des solutions qui sont, soit largement inadaptées, soit hors de portée au niveau financier. Aussi ambitieux et doté financièrement soit-il, il a jusqu'à maintenant des résultats assez minces.

DS: On parle beaucoup de l'Éthiopie dès que l'on évoque les problématiques d'accaparement des terres. Quels effets ont ces cessions de terres sur la sécurité alimentaire en Éthiopie? Positifs, négatifs, neutres?

« La marge de manœuvre pour augmenter la production alimentaire en Éthiopie est très importante »

RL: Le phénomène d'accaparement des terres a pour le moment un effet neutre sur la sécurité alimentaire du pays. C'est un processus qui est en cours. Il y a eu 3 millions d'hectares attribués jusqu'à maintenant. L'objectif pour 2015 est de 7 millions d'hectares, qu'il faut rapporter aux 12 millions d'hectares actuellement cultivés. Marginalement, cet accaparement des terres a eu des effets négatifs sur les populations locales. Mais celles-ci sont numériquement très peu nombreuses, ce sont des régions dont

la densité de population est très faible. Donc pour le moment, on ne peut pas dire que l'accaparement des terres ait eu un effet notable sur la sécurité alimentaire du pays. Dans le futur, ce sera sans doute différent. Les contrats ont été signés avec comme condition *sine qua non* que la production provenant des terres louées à des investisseurs étrangers soit exportée. Il est donc certain que cela n'aura pas d'impact positif sur la sécurité alimentaire en Éthiopie.

DS: Quelles sont les techniques agronomiques utilisées pour augmenter les rendements? Existe-t-il des techniques agroécologiques?

RL: Pas réellement, à part peut-être les techniques de lutte contre l'érosion: des terrasses sont construites afin d'éviter que l'eau ruisselle et emporte la terre. Les autres techniques sont des techniques agronomiques classiques du type engrais et semences sélectionnées.

DS: Les cultures d'exportation telles que le café constituent-elles un problème en matière de sécurité alimentaire?

RL: Non, cela ne joue pas. Les zones de production de café sont des zones de production traditionnelle, à la base des cafés sauvages en forêt. On ne peut donc pas dire que l'extension de cultures sauvages telles que le café éthiopien nuise significativement aux cultures alimentaires traditionnelles. Marginalement oui mais pas de façon notable.

DS: La plupart des analystes estiment que l'aide dans la région consacre les politiques urgentistes au détriment du développement...

RL: C'est absolument vrai. Sur le total de l'aide attribuée à l'Éthiopie, la part revenant à l'agriculture traditionnelle

est estimée à 1%. L'aide internationale va d'abord à l'aide d'urgence.

DS: Ne faut-il pas voir, dans ces politiques de l'aide, des enjeux géostratégiques importants?

RL: Oui, les enjeux géostratégiques font que tout ce qui concerne les réalités économique et politique de la région passe au second plan. L'Éthiopie est le plus gros pays de la Corne de l'Afrique, le château d'eau de l'Afrique de l'Est, et même plus loin puisque l'essentiel des eaux du Nil provient du plateau abyssin. Le pays est gouverné depuis 1991 par un régime autoritaire mais stable. Pour les pays occidentaux donateurs, cette stabilité, dans une Corne de l'Afrique en pleine tourmente – avec le Soudan, la Somalie, etc. – est quelque chose qui n'a pas de prix. S'y ajoute le fait que l'Éthiopie, pour des tas de raisons, est à l'avant-garde de la lutte contre la pénétration islamique en Afrique de l'Est, en particulier en Somalie.

DS: L'un des problèmes n'est-il pas un excès de centralisation de l'État éthiopien?

RL: En effet, l'obstacle majeur au développement de l'agriculture traditionnelle éthiopienne n'est pas technique mais politique. La primauté accordée par les autorités éthiopiennes à l'hégémonie du parti unique et au contrôle des populations se fait au détriment de l'effectivité de l'aide à ces populations. La mort récente du premier ministre M. Zenawi ne va rien changer. À court et moyen termes, ce sera la même politique qui sera suivie. À long terme, on ne sait pas évidemment. Officiellement, il y a un nouveau premier ministre, qui a toutes les prérogatives de son poste. En réalité, il est tout simplement le porte-parole d'un collège de dirigeants. ■

Propos recueillis par Patrick Veillard